



VIOLENCES FAITES AUX FEMMES : COMMENT TRANSFORMER LES PRATIQUES JOURNALISTIQUES ?*

Manon LEGRAND

Journaliste

Proposer un atelier de réflexion aux journalistes pour tenter de transformer les pratiques des rédactions afin de rendre justice aux femmes dans le traitement médiatique des violences qu'elles subissent. Tel était l'objectif porté par l'Université des femmes à travers ce « projet Nellie Bly », du nom d'une femme journaliste pionnière. Camille Wernaers, journaliste pour le magazine féministe *axelle* et *Les Grenades* (RTBF) et Miriam Ben Jattou, juriste et présidente de l'association *Femmes de droits et droits des femmes*, qui ont organisé les ateliers en deux temps : théorique – pour en apprendre plus sur les aspects sociologiques et juridiques des violences faites aux femmes – et pratique, à partir des observations faites par les formatrices et les journalistes participantes. Ces ateliers entre droit et journalisme, réalisés avec le magazine féministe *axelle*, ont été l'occasion de poser des constats sur le traitement actuel des violences contre les femmes et intrafamiliales. Ils ont aussi offert un espace de réflexion et de proposition, un temps solidaire et bienveillant entre journalistes, pour construire un nouveau langage, raconter d'autres histoires et par là, mieux refléter le monde et les réalités des femmes.

Les journalistes ont comme mission de décrypter, faire comprendre, partager des réalités et des enjeux de société. Or, les violences faites aux femmes font encore l'objet de traitement dysfonctionnels. En cause : les représentations inscrites dans la société, et le fait que celles-ci ne trouvent pas d'espace tant dans les formations que les rédactions pour être contredites et déconstruites.

Euphémisme, minimisation (utilisation de « crime passionnel », de « drame familial » plutôt que de « féminicide »), excuses (un « garçon éconduit », un « gentil garçon »,...) humour, traitement isolé, relégation à la rubrique des faits divers, utilisation de la forme passive plutôt que la forme active (« Elle est tuée à coup de briques par son ex-compagnon » est souvent préféré à « Il a tué », déplaçant la focale sur la victime plutôt

que l'auteur) ou encore usage de la symétrie « les hommes aussi sont victimes de violences ». Autant de façons de faire régulièrement observées dans les médias quand il s'agit de qualifier et décrire les violences faites aux femmes.

Il en résulte des titres « tapageurs » et des articles partiels – ou partiels – qui font des ravages dans la vie des femmes et de leur entourage. Autre conséquence, plus sociale qu'individuelle celle-ci : ces façons de relater les violences ne permettent pas de comprendre le phénomène social des violences, dans sa complexité.

Pour raconter ce phénomène de société, il est nécessaire de connaître le vocabulaire et d'utiliser un champ lexical développé et travaillé depuis de nombreuses années par les associations de femmes.

Parmi celui-ci : le *continuum* des violences, la culture du viol, le phénomène d'emprise, les violences économiques... Autant de concepts qui permettent de saisir la gravité des faits. Les connaissances juridiques sont également essentielles. Exemple : l'utilisation problématique d'abus sexuel. L'abus, en droit, consiste à utiliser un droit – le droit de propriété – dont on est titulaire de façon excessive. « *Ce terme revient systématiquement – surtout quand on parle de violences sexuelles sur les enfants – alors qu'on ne peut abuser personne en terme sexuel. Préférons les termes d'agression, viol, attentat à la pudeur* », a souligné Miriam Ben Jattou.

Au-delà du traitement médiatique des violences, « *le traitement des femmes dans les médias est déjà violent* », a rappelé Camille Wernaers.

À titre d'exemple, la formatrice et journaliste est revenue sur les stéréotypes entourant les femmes noires. Elles sont régulièrement animalisées, à l'instar de Serena Williams qualifiée de « lionne ». L'usage de l'expression « angry black women » (femme noire en colère) pour décrédibiliser leur parole, ou les reléguer au registre de l'irrationnel.

Si le choix des mots compte, l'enjeu se joue aussi autour des photos. Avec un exemple emblématique « le réflexe Niqab » qui désigne l'utilisation quasi-systématique de femmes portant le niqab quand on parle d'Islam ou de femmes musulmanes. Autre mauvaise pratique repérée et expliquée durant la formation : le traitement médiatique des femmes de pouvoir, des femmes publiques « *qu'on relègue sans cesse dans la sphère privée* », en abordant par exemple leur maternité, leur apparence physique ou leurs relations affectives... Éléments qui ne sont jamais étalés dans la presse quand il s'agit d'hommes de pouvoir.

DES EXERCICES PRATIQUES ET DES BONNES PRATIQUES

« *La théorie c'est bien, la théorie c'est rien, si on ne l'assortit pas de pratiques en horizontalité* », annonçait Valérie Lootvoet en ouverture de la formation. Camille Wernaers et Miriam Ben Jattou ont donc proposé aux journalistes de repérer – dans leur rédaction – des articles ou reportage à déconstruire et à améliorer à l'aide des outils proposés durant cette formation.

UNE DÉPÊCHE QUI EUPHÉMISE

► Les journalistes ont retravaillé une dépêche qui concernait une tuerie au Colorado. Le titre mentionnait que l'auteur avait tiré suite au « fait de ne pas avoir été invité », écrit sans guillemets.

« La violence domestique est au cœur de cet acte horrible » ; « Le suspect manifestait des problèmes de pouvoir et de contrôle », pouvait-on aussi y lire.

► Les journalistes ont pu observer que le fait est présenté selon les principes susmentionnés des « excuses » et de la minimisation.

Elles ont donc réécrit la dépêche à partir des éléments de la formation, proposant

comme nouveau titre « Suspicion de féminicide », suivi, dans le texte de « l'assaillant aurait été motivé par sa volonté de contrôler les agissements de sa compagne ». Les deux journalistes de *Belga* ont aussi précisé que l'assaillant n'avait pas été blessé mais « s'était suicidé », ce que la dépêche initiale ne mentionnait pas.

LA DIFFICILE FÉMINISATION

Autre exemple, autre mauvaise pratique fréquente : l'invisibilisation des femmes derrière l'usage du masculin.

L'article mentionnait dans son titre « 1800 patients du CPVS ». Le CPVS est le Centre de Prise en charge des Violences Conjugales et Familiales. Quand on ne sait pas ce qu'est l'acronyme – ou qu'on ne cherche pas à le savoir – on ne se pose pas la question de qui peut être composé le public de ce centre, opter pour le « masculin universel » et donc invisibiliser la grande majorité des femmes qui fréquentent ce centre. Les chiffres et données de fréquentation de ce centre sont une source, et donc une preuve que le « féminin l'emporte » bel et bien pour ce sujet.

FAUT-IL TENDRE LE MICRO AUX AGRESSEURS ?

C'est au visionnage d'un reportage télévisuel que cette question s'est posée. Le reportage ne se concentrait que sur la victime, ne tendant le micro ni à l'auteur ni à aucune association. La victime, dans ce reportage, apparaît comme l'unique protagoniste du drame.

« *Tendre le micro aux agresseurs pose question et doit être discuté* », a expliqué Camille Wernaers. Miriam Ben Jattou a rappelé aussi que vouloir mettre sur le même pied victimes et agresseurs est impossible puisque ces deux personnes ne sont pas sur le même pied dans leur existence. La parole des unes et des autres n'a pas le même poids dans la société. Comme piste, les formatrices suggèrent de multiplier les témoignages et de donner la parole aux associations qui prennent en charge les agresseurs, et qui luttent aussi, par ce biais, contre les violences aux femmes.

Cette observation débouche sur une autre : le temps des femmes n'est parfois – même souvent – pas le temps des mé-

dias (davantage aligné sur une temporalité masculine, d'ailleurs). Pour respecter les femmes qui témoignent, et éviter la tendance problématique du « Il me faut une femme battue pour demain », il faut créer une relation de confiance avec les femmes, via les associations par exemple. Et pour construire cette relation, il faut du temps.

D'AUTRES RÉCITS POUR ELLES, AVEC ELLES

Si l'information est « construite », elle peut se déconstruire ou se construire autrement. Une démarche essentielle pour raconter d'autres réalités, trop occultées, mieux témoigner du réel et ouvrir d'autres imaginaires. Construire autrement n'est pas « prendre parti pour », ou « faire preuve d'idéologie ». C'est faire son travail de journaliste et raconter le monde tel qu'il est.

Pour cela, il est nécessaire que les femmes – toutes les femmes dans leur diversité – soient mieux représentées dans la profession. Et quand elles y sont, qu'elles ne soient pas reléguées à des matières stéréotypées comme la « famille » ou le « *lifestyle* », comme c'est encore souvent le cas.

Il ressort aussi que des femmes journalistes qui veulent transformer les pratiques, dénoncer des articles sexistes et insuffler une lecture plus féministe du monde, sont considérées comme trop « radicales », ou trop « militantes » (voir l'encadré ci-contre). Un phénomène comparable à celui observé dans les universités où l'objectivité des « journalistes autochtones » ou des journalistes femmes est remise en question (lire à ce sujet : « *Pour un journalisme intersectionnel, solidaire, qui "transforme les rapports de pouvoir"* », Sabine Panet, *axelle mag*, juin 2021, disponible en ligne).

Plus globalement, il faut nous poser la question : quelle marge de manœuvre ont les femmes dans les rédactions, quand elles sont *freelance* ; les seules femmes dans une rédaction majoritairement masculine ; stagiaires ; sous contrat précaire ; (cyber)harcelées ; etc. etc. ?

Sans que cela ne soit l'objectif initial, le cycle de formation s'est révélé être un espace de partage, de solidarité et de

renforcement entre femmes journalistes, souvent isolées dans leur rédaction.

Ces dernières années – dans la foulée de #MeToo et grâce à la veille rigoureuse de militantes féministes – ont permis d'améliorer la couverture médiatique des violences faites aux femmes. Corolaire regrettable, les médias – comme les marques – surfent sur la vague du féminisme et en particulier les sujets médiatisés, sans l'exigence et la connaissance requises, et reproduisent des stéréotypes plutôt qu'ils ne luttent contre les inégalités.

« Tant que nous échouons à créer un mouvement éducatif de masse pour enseigner le féminisme à tout le monde, nous permettons aux médias de masse patriarcaux et mainstream de rester le principal moyen pour les gens d'apprendre ce qu'est le féminisme (...). Si nous ne travaillons pas à créer un mouvement de masse qui puisse offrir une éducation féministe à tout le monde, la théorie et la pratique féministes continueront d'être minées par les informations négatives diffusées dans la plupart des médias grand public », écrit l'autrice et militante féministe bell hooks dans l'ouvrage « Tout le monde peut être féministe » (Éd. Divergences, 2020). Ces mots sonnent comme un appel pour que la culture féministe investisse durablement les espaces médiatiques, les élargisse ou en ouvre d'autres. Ils nous rappellent aussi que la vigilance reste de mise pour éviter que les médias, quand ils traitent des violences contre les femmes, ne les maltraitent une fois de plus. ■

* Compte-rendu du cycle de formation à destination des rédactions.

RESSOURCES

À l'issue de son projet « Nellie Bly », axelle propose une série de podcasts à destination des étudiant·es en journalisme et des journalistes qui évoqueront notamment le lien entre journalistes et associations dans le traitement des violences, l'éthique du care dans les pratiques journalistiques, mais aussi l'intersectionnalité.

<https://www.axellemag.be/>

–

La Poudre a rassemblé pour son épisode 91 « La révolution médiatique avec les Avengers du féminisme » 5 journalistes et/ou productrices de podcasts qui ont réalisé de grandes enquêtes sur les violences sexistes et sexuelles.

<https://soundcloud.com/nouvelles-ecoutes/la-poudre-episode-91-la-revolution-mediastique-avec-les-avengers-du-feminisme>

© i.Van



Retours d'expérience des formatrices **Miriam Ben Jattou et Camille Wernaers en fin de cycle**

Quelle est l'idée que vous vouliez vraiment faire passer durant cette formation ?

Miriam Ben Jattou : *L'un des axes de lutte contre les violences faites aux femmes concerne les médias qui ne traitent pas correctement de ce phénomène. Si l'on transforme les pratiques médiatiques, cela contribuera à faire diminuer les violences. Cette formation arrive au bon moment : nous sommes à un moment clé, pas mal de choses évoluent mais il nous faut devancer le backlash pour être plus forte que lui.*

Camille Wernaers : *Les informations ne se cueillent pas dans un arbre à informations. L'information est construite, elle ne tombe pas toute cuite. Si elle est construite, cela signifie qu'on fait des choix, qu'on prend des décisions. Si l'on reconnaît qu'on construit l'info, on peut la déconstruire et la reconstruire. C'est ce que j'ai voulu faire passer à travers cette formation.*

Qu'est-ce qui vous a particulièrement marquée durant cette formation ?

CW : *Je retiens surtout la foule de questions que les femmes ont posée. Elles sont – durant la partie pratique surtout – venues avec un tas de réflexions et de questions, preuve que les femmes journalistes manquent de formation sur les violences et ne trouvent pas de réponses ou d'espaces de discussion dans les rédactions. Je craignais d'être « donneuse de leçons », mais cette formation a débouché sur des échanges et des partages.*

M.BJ : *Je retiens l'application concrète et directe des outils qu'on a partagés durant cette formation. Si jamais j'avais encore un doute sur l'utilité de cette formation, ou sa non correspondance à la réalité du milieu de travail des journalistes, il a été balayé grâce à ces retours concrets des participantes. Elles ont chacune retiré des choses qu'elles vont pouvoir utiliser, qu'elles utilisent déjà, et qui peuvent contribuer à changer les récits médiatiques.*

Quel est, à l'issue de cette formation, le gros nœud qu'il reste selon vous à dénouer pour transformer les pratiques dans les rédactions ?

M.BJ : *Le soupçon de militantisme à l'égard des femmes journalistes est revenu à plusieurs reprises dans la formation. Il faut rappeler que l'objectivité et la neutralité n'existent pas. Évidemment que nous sommes situées parce que nous sommes des femmes. Il faut donc poser cette question à n'importe qui. Quand un journaliste annonce qu'il quitte le journalisme pour se présenter sur les listes du Rassemblement national en France, ça veut dire qu'il a présenté les infos avec des convictions d'extrême-droite sans jamais qu'on ne l'interroge là-dessus.*

Il n'y avait que des femmes à cette formation. Pensez-vous que le changement passera seulement par les femmes ?

C.W : *Le changement vient et viendra des femmes. Les hommes ne sont pas venus à cette formation alors que l'information a tourné dans les rédactions. Le grand enjeu est aussi celui de la diversité dans les rédactions. Elle engendrera une diversité de points de vue situés, qui permettront de sortir de l'entre-soi favorisé des médias actuels.*

Recommandation sur le traitement journalistique des violences de genre adoptée par le Conseil de déontologie journalistique le 9 juin 2021

<https://www.lecdj.be/wp-content/uploads/CDJ-Recommandation-violences-de-genre-9juin2021-final.pdf>

À lire sur **Le Monde** :

[Maltraitance des enfants : une étude démontre l'effet du confinement sur les violences physiques \(lemonde.fr\)](https://www.lemonde.fr)